

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/cri-alarme-medecins-face-degradation-hopital-public-auvergne-alpes-1331813.html>

Cri d'alarme des médecins face à la “dégradation” de l'hôpital public en Auvergne-Rhône-Alpes

Suppressions de lits, retards de prise en charge, embouteillages aux urgences...: les médecins hospitaliers d'Auvergne-Rhône-Alpes dénoncent la "dégradation du service public" de l'hôpital dans une lettre ouverte à la ministre de la Santé rendue publique mercredi 20 septembre.

Par AT avec AFP Publié le 20/09/2017 à 16:12 Mis à jour le 20/09/2017 à 16:16

"Nous vivons un management destructeur et contre-productif qui met à mal tous les personnels", écrivent-ils dans cette lettre ouverte à Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, signée à ce jour par plus de 400 médecins hospitaliers de quelque 25 établissements publics de santé de la région.

Leur premier objectif est de la rencontrer *"dans les plus brefs délais"*. Ils lui demanderont notamment de *"rendre la parole aux médecins"* en redonnant un pouvoir décisionnel aux Commissions médicales d'établissement (CME) qui, depuis la loi Hôpital Santé Territoire de 2009, ne sont plus que consultatives, a expliqué le Dr Cyrille Venet, lors d'un point presse à Bourgoin-Jallieu, en Isère.

Des "problèmes de gouvernance de l'hôpital"

"Il n'y a plus de contre-pouvoir face au directeur d'un hôpital, lui-même soumis aux décisions" de sa tutelle.

Les médecins hospitaliers s'insurgent en particulier contre les problèmes de gouvernance de l'hôpital, *"la parole médicale étouffée"*, la notion de *"malade rentable"*, la pénurie de médecins et *"les réductions de moyens"* imposées par le plan triennal d'économies (2015-2017).

"Rebaptisées "restructurations", "amélioration de l'efficience", "virage ambulatoire", ces réductions ont pour conséquence fermetures de lits par centaines, retards de prises en charge, embouteillages aux urgences, prises de risque, abandons thérapeutiques, impossibilité de faire hospitaliser les patients les plus fragiles", estiment-ils

"Et ces problèmes se retrouvent partout en France", soulignent-ils.

"Un nombre significatif de médecins se retrouvent en arrêt de travail pour "burn-out" ou en viennent à démissionner".

Selon les médecins signataires, *"de nombreux collègues sont maltraités par leurs directions et un nombre significatif se retrouvent en arrêt de travail pour "burn-out" ou en viennent à démissionner"*.

Dans leur lettre, les médecins hospitaliers s'alarment également de l'accélération des Groupements hospitaliers de territoires (GHT), dans la continuité de la loi de 2016 de Modernisation du système de santé, *"et donc des fermetures de structures"*.

"L'heure est grave et les conséquences sur la santé publique sont imputables à ces modes d'organisation", écrivent-ils.